COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1483^è réunion (DH) – 5-7 décembre 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	Sharxhi et autres	Lien	28/05/2018	Démolition des appartements et des locaux commerciaux des requérants au mépris d'une injonction du tribunal interdisant aux autorités de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte aux droits de propriété .	Lien	Lien
ARMÉNIE	Muradyan	Lien	24/02/2017	Absence d'explication plausible sur les blessures subies par le fils du requérant, conscrit militaire, et sur son décès ultérieur. Absence d'enquête effective sur son décès.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	Makuchyan et Minasyan	Lien	12/10/2020	Manquement à faire exécuter une condamnation à une peine de prison pour crime de haine raciale commis à l'étranger, après le transfert vers l'Azerbaïdjan.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (Mammadli) ou pour leur engagement politique et social actif (Rashad Hasanov et autres), en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
	Muradova (groupe)	Lien	02/07/2009			
AZERBAÏDJAN	Mammadov (Jalaloglu) (groupe)	Lien	11/04/2007	Jsage excessif de la force par les forces de sécurité et défaut d'enquête effective.	Lien	Lien
	Mikayil Mammadov (groupe)	Lien	17/03/2010			
AZERBAÏDJAN	Mushfig Mammadov et autres	Lien	17/01/2020	Procédures pénales à l'encontre des requérants en raison de leur refus d'effectuer le service militaire du fait de l'absence de système de service de remplacement pour objecteurs de conscience.	Lien	Lien
BELGIQUE	Mugemangango (groupe)	Lien	10/07/2020	Absence de garanties procédurales adéquates et suffisantes en matière de contentieux postélectoral.	Lien	Lien
BOSNIE- HERZÉGOVINE	Sejdić et Finci (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	Banque internationale pour le commerce et le développement AD et autres	Lien	03/06/2015	Absence d'accès approprié aux tribunaux concernant le retrait d'une licence bancaire et iniquité des procédures concernant l'insolvabilité des banques.	Lien	Lien
BULGARIE	S.Z. (groupe) Kolevi	Lien	03/06/2015	Problème systémique d'ineffectivité des enquêtes pénales au regard des dysfonctionnements qui affectent à la fois les enquêtes contre des personnes privées et celles contre des forces de l'ordre et absence de garantie	Lien	Lien
	KOIEVI	Lien	05/02/2010	d'indépendance d'une enquête pénale contre le Procureur Général.		
BULGARIE	Velikova (groupe)	Lien	04/10/2000	Usage excessif de la force par les forces de l'ordre ; ineffectivité des enquêtes.	Lien	Lien
CROATIE	Statileo (groupe)	Lien	10/10/2014	Restrictions légales à l'usage de propriétés par les propriétaires , y compris par le biais d'un système de contrôle des loyers pour les appartements soumis à des baux protégés.	Lien	Lien
GÉORGIE	Identoba et autres (groupe)	Lien	12/08/2015	Absence de protection contre des attaques homophobes lors de manifestations.	Lien	Lien
GÉORGIE	Tkhelidze (groupe)	Lien	08/10/2021	Défaut de se protège de la violences domestiques et de mener une enquête effective sur l'inaction de la police.	Lien	Lien
GRÈCE	Bekir-Ousta et autres (groupe)	Lien	11/01/2008	Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer des associations.	Lien	Lien
GRÈCE	Sidiropoulos et Papakostas (groupe)	Lien	25/04/2018	Recours à la force potentiellement létale et mauvais traitements par les agents des forces de l'ordre et défaut d'enquêtes effectives.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1483^è réunion (DH) – 5-7 décembre 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
HONGRIE	Baka	Lien	23/06/2016	Absence de droit d'accès à un tribunal pour contester la cessation prématurée du mandat du requérant en tant que président de la Cour suprême, ce qui a conduit à une violation de son droit à la liberté d'expression.	Lien	Lien
ITALIE	Cestaro (groupe)	Lien	07/07/2015	Mauvais traitements par la police ; inadéquation de la législation pénale pour sanctionner les actes de torture et les traitements inhumains et dégradants.	Lien	Lien
MALTE	Feilazoo	Lien	11/06/2021	Illégalité de la détention en vue de l'expulsion, mauvaises conditions de cette détention et ingérence dans la correspondance entre le requérant et la Cour.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	Cosovan (groupe)	Lien	22/06/2022	Défaut de soins médicaux adéquats en prison, absence de recours effectifs et absence de raisons suffisantes pour prolonger la détention provisoire.	Lien	Lien
PAYS-BAS	Corallo	Lien	09/10/2018	Mauvaises conditions de détention à Saint Martin (partie caraïbe du Royaume des Pays-Bas) dans l'attente d'une procédure d'extradition.	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	Х.	Lien	17/04/2019	Absence de législation régissant les conditions et les procédures de modification de sexe des personnes transgenres enregistré sur les certificats de naissance.	Lien	Lien
NORVÈGE	Strand Lobben et autres (groupe)	Lien	05/09/2019	Diverses lacunes dans le processus décisionnel dans le cadre de procédures en matière de protection de l'enfance.	Lien	Lien
	Juszczyszyn	Lien	30/01/2023	Suspension imprévisible d'un juge, par un tribunal non établi par la loi, visant principalement à le sanctionner et à le dissuader de vérifier la légalité de la nomination de juges sur recommandation du Conseil national de la	Lien	
POLOGNE	Żurek	Lien	10/10/2022	magistrature réformé (NCJ) (<i>Juszczyszyn</i>) et application d'une série de mesures contre un ancien membre du NCJ du fait de ses vues en faveur de l'indépendance judiciaire (<i>Zurek</i>).	Lien	Lien
	Reczkowicz (groupe)	Lien	22/11/2021	Tribunal non établi par la loi notamment du fait de dysfonctionnements systémiques dans la procédure de nomination (groupe Reczkowicz) et défaut d'accès à un tribunal concernant la fin des mandats des requérants (Broda et Bojara, Grzęda).	Lien	Lien
POLOGNE	Broda et Bojara	Lien	29/09/2021		Lien	
	Grzęda	Lien	15/03/2022		Lien	
POLOGNE	Xero Flor w Polsce sp. z o.o.	Lien	07/08/2021	Motifs insuffisants des tribunaux pour refuser de soumettre une question juridique à la Cour constitutionnelle. Tribunal non établi par la loi en raison de graves irrégularités dans l'élection d'un des juges de la Cour constitutionnelle examinant le recours constitutionnel de la société requérante.	Lien	Lien
ROUMANIE	Association « 21 Décembre 1989 » et autres (groupe)	Lien	28/11/2011	Ineffectivité des enquêtes pénales sur les répressions violentes de manifestations antigouvernementales en 1989 et au début des années 1990.	Lien	Lien
	E.B.	Lien	19/03/2019	Violation de l'obligation positive de l'État d'appliquer effectivement un système de droit pénal sanctionnant tout acte sexuel non consenti, en particulier lorsque les victimes sont des enfants et des personnes souffrant d'un handicap psychosocial.	Lien	
ROUMANIE	M.G.C. (groupe)	Lien	15/06/2016		Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Săcăleanu</i> (groupe)	Lien	06/12/2005	Manquement ou retard substantiel dans l'exécution de décisions judiciaires internes définitives contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Lien
	Alekseyev (groupe)	Lien	11/04/2011	Discriminations sur la base de l'orientation sexuelle dans l'exercice du droit à la liberté de réunion pacifique et absence de recours effectif (Alekseyev, Bayev et autres, groupe Berkman). Refus d'enregistrer des associations LGBTI (Zdganov et autres)	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE	Bayev et autres (groupe)	Lien	13/11/2017		Lien	
RUSSIE	Berkman (groupe)	Lien	01/03/2021		Lien	
	Zhdanov et autres	Lien	16/10/2019		Lien	
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Géorgie (I)	Lien Lien (satisfaction équitable)	03/07/2014 31/01/2019	Diverses violations liées à l'arrestation, détention et expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Georgia (II)	Lien	21/01/2021	Diverses violations de la Convention dans le contexte du conflit armé entre la Géorgie et la Fédération de Russie en août 2008.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1483^è réunion (DH) – 5-7 décembre 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Magnitskiy et autres	Lien	27/11/2019	Affaires d'homicides très médiatisées et défaut d'enquête effective.	Lien	Lion
	Mazepa et autres (groupe)	Lien	17/10/2018		Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Navalnyy et Ofitserov	Lien	04/07/2016	Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable et une application arbitraire du droit pénal.	Lien	Lien
SERBIE	R. Kačapor et autres (groupe)	Lien	07/07/2008	Non-exécution des décisions judiciaires et administratives définitives, y compris à l'encontre « d'entreprises appartenant à la collectivité ».	Lien	Lien
TÜRKIYE	Selahattin Demirtaş (n° 2) (groupe)	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
TÜRKIYE	Kavala	Lien	12/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Opuz</i> (groupe)	Lien	09/09/2009	Défaut de mesures de protection et de sanctions appropriées, conférant l'impunité aux auteurs d'actes de violence domestique et de violence contre les femmes.	Lien	Lien
TÜRKIYE	Ahmet Yildirim (groupe)	Lien	18/03/2013	Restrictions d'accès à internet et blocage en masse de sites internet.	Lien	Lien
UKRAINE	Polyakh et autres	Lien	24/02/2020	Révocation de fonctionnaires en vertu de la loi relative à l'épuration dans la fonction publique.	Lien	Lien
	Kaverzin	Lien	15/08/2012			
UKRAINE	Afanasyev (groupe)	Lien	05/07/2005	Mauvais traitements / torture par la police et absence d'enquête effective.	Lien	Lien
	Belousov	Lien	07/02/2014			
UKRAINE	Fedorchenko et Lozenko (groupe)	Lien	20/12/2012	Absence d'enquête effective sur des actes violents à l'encontre de personnes d'origine Roms et défaut d'enquête sur d'éventuels motifs racistes.	Lien	Lien
ROYAUME-UNI	Gaughran (groupe)	Lien	13/06/2020	Atteinte disproportionnée au droit au respect de vie privée en raison de la conservation, sans limitation de durée et sans possibilité de réexamen de la situation, du profil ADN, des empreintes digitales et de la photographie d'une personne reconnue coupable d'une infraction mineure.	Lien	Lien